

PARIS, LE 17 JUILLET 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Remises commerciales :

Le couperet est tombé, les pharmaciens ne laisseront pas passer !

Ce mercredi 16 juillet, le Gouvernement a présenté son arbitrage sur le plafond des remises commerciales : il a décidé de le fixer à 30 % pour les médicaments génériques et à 15 % pour les médicaments biosimilaires.

Ce choix inconscient révèle sa surdité à nos alertes. Balbutiant, le marché des biosimilaires ne compensera pas la saignée des remises sur les médicaments génériques. Le Gouvernement se fonde sur des hypothèses illusoires de pénétration des biosimilaires et sur une vision macroéconomique niant les données par pharmacie que lui a fournies la profession.

Pour les petites pharmacies de proximité, les remises sont une ressource indispensable. Elles ne pourront essuyer la moindre perte et devront licencier, voire fermer définitivement. Ce sont pourtant ces pharmacies qui font l'essentiel du maillage et assurent l'accès aux soins dans les territoires.

Cette décision, synonyme de suppressions d'emplois, de désertification pharmaceutique et de rationnement des soins est inacceptable. Au nom des 20 000 pharmacies, de nos 146 000 salariés et des 67 millions de Français en demande d'une santé de proximité, nous ne pouvons en conscience la tolérer.

Représentants des pharmaciens et des groupements de pharmacies, nous avons donc unanimement décidé de poursuivre et d'amplifier la mobilisation initiée le 1er juillet. Nous nous sommes accordés, ce jeudi 17 juillet, sur un plan d'action commun qui s'étendra, au besoin, jusqu'à l'adoption du PLFSS pour 2026 et comprend :

- la poursuite de la grève des gardes et, à compter du 1er septembre, une grève de l'organisation de la permanence pharmaceutique,
- une grève immédiate du tiers payant conventionnel pendant les réquisitions,
- la fermeture complète des pharmacies le 18 septembre 2025,
- la fermeture complète des pharmacies tous les samedis à compter du 27 septembre 2025,
- d'éventuelles actions complémentaires visant les missions remplies en pharmacie (grève de la préparation des piluliers dans les EHPAD à compter du 10 septembre).

Ces actions difficiles, pour les professionnels comme pour les patients, illustreront le futur qui nous est promis.

C'est un moment de vérité pour la santé publique : le Gouvernement choisira-t-il de préserver une offre de soins de proximité et une prévention du quotidien ou abandonnera-t-il les territoires pour une santé à bas coût, rationnée et éloignée des patients, dans l'intérêt de l'industrie pharmaceutique et de ses actionnaires ?